

Aohve ex D -

PA

615



1308

Médiathèque VS Mediathek



1010809458

*PA 615

*Ordonné aux
d'Evion
ce 6/2*

LE
VALLAIS

SOUS LA

Constitution de 1815.

Par un Membre

DE LA CONSTITUANTE VALLAISANNE.



Paris.

POUGIN, QUAI DES AUGUSTINS, 49.

AVRIL 1859.



PA 615

LE
VALLAIS

SOUS LA
CONSTITUTION DE 1815.



DANS une réunion nombreuse de Haut-Valaisans qui eut lieu à Sierre, en mars 1839, et où MM. les commissaires fédéraux se trouvaient, un orateur fit l'apologie du gouvernement déchu, exalta la félicité dont jouissait, sous la constitution de 1815, le peuple valaisan, et signala comme cause unique des derniers événements politiques la jalousie que cette félicité sans exemple dans les annales des peuples, avait suscitée chez nos voisins.

Cette dernière assertion est trop absurdément impertinente pour mériter réfutation, mais comme nos adversaires ne cessent de prétendre que l'on était au mieux

et pour le mieux sous l'ancien ordre de choses, et qu'ainsi les changements opérés manquent de justification, jetons un coup d'œil sur ce régime si vanté, et soulevons un coin du voile dont il était si soigneusement enveloppé.

Que la confusion qui en rejaillira retombe sur qui de droit, et, notamment, sur ceux qui ont si imprudemment provoqué cet examen !

Si un reproche peut être adressé au Bas-Valais, c'est celui d'avoir laissé subsister aussi longtemps un état de choses qu'on avait appelé avec raison : *confusio divinitus conservata*.

Sous la constitution défunte le pouvoir du peuple souverain n'allait pas au delà du choix des membres du Conseil et du juge de la commune.

Le Conseil présentait même trois candidats pour les fonctions de juge, et dans la plupart des communes des huit dizains orientaux les conseillers étaient nommés à vie.

Le Conseil désignait les députés au Conseil du dizain qui élisait les membres de la Diète et ceux des tribunaux de seconde instance.

Chaque dizain nommait quatre députés à la Diète, celui d'Entremont, qui a plus de 9,000 âmes, comme celui de Brigue qui en compte 4,000.

Il arrivait ainsi fréquemment, en Diète, que la mi-

norité imposait la loi à la grande majorité, ce qui est subversif du principe constitutif de tout gouvernement démocratique.

Que les petits dizains comme Conches et Brigue aient soutenu une pareille anomalie, leur intérêt peut, jusqu'à un certain point, leur servir d'excuse ; mais que le dizain de Sierre, qui est un des grands dizains ait embrassé la même cause, il faut que le peuple y soit tombé dans un profond degré d'abjection et que la haine d'une certaine caste contre le Bas-Valais soit parvenue à son paroxysme.

D'impérieuses circonstances ont donné le jour à cette constitution : on sait qu'elle n'est point l'expression du vœu national, mais qu'elle a été arrêtée à Zurich par les ministres étrangers, tellement que les délégués du Haut-Valais qui l'ont rapportée ne connaissaient pas même son contenu.

Origine étrangère et injustice, voilà les caractères distinctifs de cette constitution.

Le Haut-Valais aurait au moins dû chercher à les faire oublier, par une administration sage et rationnelle.

Le lecteur jugera s'il y a eu quelque compensation.

Le Conseil d'Etat jouissait d'un pouvoir discrétionnaire, sans contrôle ni contrepoids ; avec cela il était sans force et ne savait ni se faire respecter ni se faire obéir.

Il n'exécutait des décisions de la Diète et même des lois que celles qui entraient dans ses vues.

Le Budget n'était voté que pour la forme ; il en était à peu près de même des comptes de l'Etat.

Chaque année figurait comme témoignage trompeur d'une administration économe, un boni de cent et quelques mille francs qui étaient censés former la caisse de réserve.

On sait maintenant que cette caisse ne renferme pas en numéraire la moitié de cette somme.

MM. les commissaires fédéraux ne seront plus étonnés que le fonds de réserve n'ait pas été employé à diminuer la dette publique!

La division du Conseil d'Etat en départements n'était que nominale. Tout se traitait en Conseil, depuis le choix de la toile et du drap pour les forçats jusqu'aux projets de lois.

Les audiences étaient accordées tous les jours et à toute heure : les délibérations se trouvaient ainsi interrompues à chaque instant, comme elles l'étaient pendant la saison des eaux, le travail des vignes, les vendanges, les exercices au collège des jésuites, etc.

Le désordre dans les papiers du Conseil d'Etat était devenu proverbial. Les titres les plus essentiels s'y égaraient; le Conseil d'Etat était quelquefois réduit à recourir à la complaisance des présidents des dizains et même à celle des particuliers, pour avoir connaissance de quelques lois ou pièces perdues.

Cette négligence a eu parfois les conséquences les plus fâcheuses, notamment au sujet de la fixation du rang de sortie des forêts.

Le contentieux de l'administration était surtout en grande souffrance. Les causes qui en ressortent sont de nature à exiger une prompte décision, ayant trait aux

droits de manence, aux impositions communales, aux contraventions de police, aux élections contestées, etc.

Eh bien ! il est des procès non jugés et appointés depuis 20 ans : il est des communes qui en ont sept ou huit dont elles réclament vainement la solution depuis nombre d'années. Lettres, voyages à Sion, tout était inutile.

Lorsqu'il y a réclamation contre des élections, les anciens magistrats rentrent en fonctions jusqu'à décision : il est arrivé, à Brigue par exemple, que les élus n'ont pas fonctionné du tout, parce que le Conseil d'État a laissé arriver l'époque de nouvelles nominations sans statuer.

La négligence du Conseil d'État avait acquis un tel degré de notoriété, que souvent celui qui avait contrevenu à des règlements de police locale, portait la cause au contentieux de l'administration, uniquement pour éluder la peine.

De cette manière les Conseils de commune se décourageaient, se voyant entravés par le corps même dont ils devaient attendre protection et encouragement.

Aucune loi n'était exécutée : le Conseil d'État était lui-même le premier en défaut sous ce rapport.

La loi importante sur la conservation des forêts, pour n'en citer qu'une, qu'est-elle devenue ? un seul article a-t-il été observé ?

Ne voit-on pas chaque année se renouveler des sorties excessives de bois qui font naître les craintes les plus sérieuses sur l'avenir, et cela nonobstant les dispositions législatives les plus expresses ? Quelles amen-

des ont été acquittées nonobstant de flagrantes contraventions?

Il faut dire au reste qu'il est difficile d'exécuter des lois qu'on ne connaît pas.

Le recueil des lois ne s'étend qu'à 1826, nonobstant les doléances que la Diète reproduisait régulièrement deux fois par an.

Quels retards, quelles difficultés pour obtenir le payement des biens occupés par les routes nouvelles, ou pour recevoir les indemnités des flottages!

Inutile d'écrire au Gouvernement, vous n'auriez pas obtenu réponse, à moins de recourir à l'expédient un peu gênant de M. le président du dizain de Monthey, d'adresser vingt ou trente lettres pour le même objet.

Inutile de s'adresser à la presse. Le Conseil d'Etat s'était arrogé le droit de censure: rien ne pouvait être imprimé en Valais sans son assentiment: les ouvrages même venant du dehors subissaient la censure.

On ne pouvait exiger que les journaux étrangers ouvrissent leurs colonnes à une polémique qui n'intéressait que le Valais, et, si parfois ils accueillaient des observations critiques sur la marche du Gouvernement du Valais, ils encourageaient son animadversion.

Témoin la *Constituante vaudoise* qui fut l'objet de poursuites juridiques.

Témoin l'*Helvétie* dont l'entrée a été interdite dans le canton.

Témoin le *Nouvelliste vaudois* qui a aussi été inquiété.

Une brochure bien inoffensive et renfermant d'utiles

vérités avait paru en 1831 sous le titre : *L'arbre de la liberté en Valais*. Le Conseil d'Etat a tout mis en œuvre pour en découvrir l'auteur : il a même envoyé un commissaire à Genève auprès de l'imprimeur.

L'ecclésiastique qui avait remis le manuscrit à l'imprimeur fut traduit devant le tribunal de l'évêque , et, comme le Conseil d'Etat ne mettait terme à rien , cette affaire resta là comme tant d'autres.

Non content de ces poursuites , le Conseil d'Etat entreprit la réfutation de la brochure ; ce travail coûta près de 1400 francs , indépendamment des frais d'impression , et jamais il ne vit le jour.

Le cumul des places était encore une des plaies de l'ancien régime : telle personne remplissait en même temps les places de greffier de première et de seconde instance , de juge au tribunal de seconde et de dernière instance, de président du dizain, de secrétaire de la Diète, d'inspecteur des routes, de tinnier des sels, de membre de la commission rhodanique, indépendamment du dépôt des tabacs, etc.

Ceci rappelle involontairement l'histoire d'un M. Hediger de Schwytz, rapportée par les journaux.

D'après les sommes immenses employées pour les routes , elles devraient être dans l'état le plus satisfaisant. Le seul mérite des routes nouvelles , si c'en est un, est une direction droite ; car pas un seul trajet n'a été exécuté d'après les règles de l'art.

L'entretien en est tout à fait négligé et au printemps quelques parties ne sont pas viables. Chaque année il faut reconstruire ou réparer les digues à la charge de

l'État, pour n'avoir pas été établies solidement et en temps opportun.

Aussi des sommes énormes allaient-elles s'engouffrer annuellement pour les routes et les digues sans profit réel : la dépense pour ces deux articles s'élevait quelquefois à 100,000 fr.

L'instruction primaire, qui doit former une des sollicitudes principales de tout Gouvernement, est abandonnée aux caprices des communes sans direction ni encouragement de la part du Gouvernement.

Une loi portée en 1828 sur cette intéressante matière n'a pas même été promulguée.

L'enseignement dans les trois collèges est des plus défectueux : c'est à proprement parler celui de la langue latine seulement. Ce n'est que cette année que l'abbaye de St.-Maurice a de son propre mouvement et à ses frais, dit-on, introduit dans son collège de salutaires améliorations.

Jamais l'État n'a exercé de surveillance sur les collèges : il s'est borné, dans le temps, à désigner pour celui de St.-Maurice un inspecteur, qui n'y a pas fait une seule visite.

Quant aux deux collèges confiés aux RR. PP. Jésuites, on n'a pas même eu la pensée de les soumettre à une inspection quelconque, depuis le mot d'un de ces pères : *Qu'ils l'ont !*

Le séminaire est dans le plus piteux état ; on y occupe les élèves de matières abstraites, et on laisse de côté ce qui est pratique.

Aussi les fruits qu'on recueille de cet établissement sont-ils bien amers !

Les notaires, cette classe si essentielle de la société, son aussi abandonnés à eux-mêmes : ils ne sont soumis à aucune espèce de surveillance. Leurs minutes ne sont ni visitées ni mises en lieu sûr.

Les patentes d'avocats et de procureurs se délivrent sans discernement, au grand détriment du public.

L'administration de la justice laisse également beaucoup à désirer sous le rapport de l'économie, de la célérité et de la sûreté. Le code civil, si impatiemment attendu, ne voit point le jour.

La justice criminelle réclame surtout une réforme, dont on ne s'est pas le moins du monde occupé.

L'instruction de la procédure est abandonnée à l'arbitraire d'un grand châtelain, et ce sont de vieux auteurs allemands qui servent de règle dans la fixation de la peine.

C'est se jouer de l'honneur, de la liberté et de la vie des citoyens.

A côté et par l'effet même de cet arbitraire, combien de crimes demeurent impunis ! un récent et déplorable exemple l'atteste, et on dit que c'est le second dans la même commune et la même famille.

Quelle triste perspective, d'un autre côté, pour le malheureux condamné à la détention ! il achève de s'y perdre s'il ne l'est déjà.

Les détenus se grisent, ils se disputent, se battent ; en temps de carnaval ils ont bal et ils courent en masque dans la ville.

Le mélange des sexes résulte de preuves parlantes et non contestables.

Enfin, on peut le proclamer sans exagération, la maison de force fait la honte du canton; on rougit jusqu'au bout des ongles alors que des étrangers vont visiter ce cloaque, et, pour donner une preuve de plus que sans l'ordre il n'y a pas d'économie, l'entretien des détenus coûte beaucoup plus à Sion qu'à Genève et à Lausanne.

En politique fédérale quelle n'a pas été la déplorable tendance du Haut-Valais? N'a-t-il pas pris en haine tous les cantons régénérés, sachant assez que cet exemple s'étendrait au Valais? N'a-t-il pas refusé de garantir des constitutions, parce qu'elles consacraient le principe de la liberté de la presse? Ne s'en est-il pas suivi, en Diète fédérale, une proposition à ce sujet, qui a fait du Valais la risée de toute la Suisse?

Sans l'attitude ferme du Bas-Valais, notre canton se serait placé au premier rang des cantons sarniens, et était exposé à une occupation militaire, à l'instar de Neuchâtel. On se rappelle encore une proclamation que les députés du Haut-Valais adressèrent en 1833, et où ils ne craignaient pas d'assurer au peuple du Bas-Valais qu'*ils étaient en position de faire partie de l'ancienne Suisse, du noyau de la première liberté.*

Belle position que celle de constituer une république à part avec Uri, Schwytz, Unterwald et Neuchâtel!

On connaît aussi la manière de voir antinationale des cinq dizains supérieurs, soit dans l'affaire Conseil, soit dans celle de Louis Bonaparte et dans toutes les circonstances où la dignité et l'indépendance de la Confédération étaient compromises.

Enfin que reste-t-il de cet ancien régime qu'on se plaît à appeler *paternel* et à présenter comme un modèle ?

Dans la Confédération notre influence est nulle; dans l'intérieur pas une seule institution utile ! pas un seul monument public ! Point d'industrie, peu de commerce, et ce qui existe est entre des mains étrangères.

La Bibliothèque nationale se compose de quelques volumes dépareillés de la bibliothèque britannique.

A-t-il seulement été question d'une Assemblée nationale contre l'incendie, de Caisse d'épargne, d'Hôpital pour les incurables, pour les aliénés, de Maison pour les orphelins ?

Ce dont il a été question et longuement question, c'est d'une réclamation de 80,000 francs que le Haut-Valais n'a pas craint de formuler contre le Bas, pour indemnité prétendue de domaines nationaux.

Voyant que cette absurde et injuste prétention recevait l'accueil qu'elle méritait, le Haut-Valais protesta pour ses droits de souveraineté qu'il n'a pas craint de rappeler encore dans de récentes proclamations.

Non-seulement rien d'utile, rien de grand n'est sorti de l'ancien régime, mais le bien a été entravé, empêché.

Il est de fait par exemple qu'en 1824, la route par le Grand-Saint-Bernard aurait pu s'établir sans frais pour le Trésor, par le moyen d'actionnaires étrangers qui se présentaient alors. Dans la seule crainte d'une concurrence pour le Simplon, le Haut-Valais y mit opposition.

Sans cette basse jalousie, nous jouirions depuis longtemps des bienfaits de cette route, qui a déjà coûté au pays et au dizain d'Entremont d'immenses sacrifices, sans être bien avancée.

Le Bas-Valais a-t-il gardé quelque ressentiment contre le Haut-Valais pour une oppression de trois siècles ? pour les malheurs des guerres de 1798 et 1799 et la conduite tenue dès 1815 ?

Dans toutes les circonstances calamiteuses, il s'est empressé de venir au secours de ses frères du Haut-Valais, tandis qu'il n'a jamais rien reçu d'eux.

L'année dernière encore les députés des dizains inférieurs ont-ils fait la moindre difficulté à ce que le Trésor public contribuât pour une forte somme à la nouvelle route des Bains ? Les sentiments ne varieront pas.

L'esprit qui a présidé à la rédaction de la nouvelle constitution n'est point un esprit de domination, mais celui de la réforme des abus existants, le désir d'améliorer notre position sociale : nous avons voulu le maintien de la religion et des droits du clergé ; que le peuple reçoive une instruction appropriée à ses besoins ; que le pacte fondamental soit assis sur des bases équitables : nous avons tenu à ce que le Conseil d'Etat soit responsable de sa gestion ; que les affaires soient expédiées promptement ; que tous les citoyens aient des garanties contre les abus du pouvoir ; que les réunions du Corps législatif qui duraient un mois pour décider fort peu de choses, soient abrégées de moitié : nous avons désiré que le cumul des places incompati-

bles disparaisse, et que l'accès en soit ouvert à tous ceux qui en seraient dignes.

Nous avons substitué aux quatre voix de l'Evêque qui constituaient une anomalie dont chacun sentait le ridicule, deux représentants du vénérable clergé, qui, de cette manière, prend une part plus directe, plus étendue et plus rationnelle aux affaires publiques.

La liberté de la presse, qui a servi de prétexte à tant d'incriminations, est une preuve que les magistrats de Bas-Valais ne craignent pas d'appeler la discussion publique sur leurs actes, et qu'ils ne cherchent pas à se prévaloir de leur position pour opprimer qui que ce soit; car la liberté de la presse est une arme puissante pour les minorités et les opprimés.

Qui sont ceux qui crient le plus haut contre la liberté de la presse? ceux-là mêmes qui en abusent, en insultant et calomniant impunément, dans des journaux étrangers, les personnes les plus honorables.

Ce n'est point un besoin inconsidéré d'innovations qui a amené les changements accomplis, mais le désir bien naturel de sortir le pays de la position déplorable où il était placé, et de mettre à profit des ressources variées et abondantes, restées jusqu'ici presque sans emploi.

La constitution nouvelle et les débats dont elle est sortie, ne peuvent laisser aucun doute sur les loyales intentions des constituants, appréciées par l'immense majorité des citoyens dans toutes les communes où la constitution a été soumise à un examen régulier et impartial.

Que les Haut-Valaisans ne s'en prennent qu'à eux-mêmes ou à l'entêtement de leurs magistrats, si cette constitution a été élaborée sans leur concours, itérativement sollicité? D'ailleurs, elle ne contient pas un seul article dont ils puissent se plaindre avec raison.

Le peuple de tout le canton a le même intérêt; si celui du Haut-Valais est hostile au nouvel ordre de choses, c'est qu'égaré par des conseils perfides et intéressés, il n'en comprend pas la portée.

~~Il ne peut se figurer les absurdités qui ont été débi-~~
tées contre la constitution du 30 janvier; et qu'il y ait eu d'un côté tant de perversité pour les inventer et les répandre, et de l'autre tant de bonhomie pour y croire.

Mais le règne de l'erreur et des passions n'est que précaire, celui de la justice et de la raison a seul des chances de durée.

Quoi qu'on ait dit et fait pour tromper notre bon peuple, il n'est pas moins certain que depuis trois mois la raison publique s'est puissamment développée, assez du moins pour que le retour des anciens abus et de l'ancien *désordre* de choses soit devenu impossible.



